PONT SAINT MARTIN

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Pont Saint Martin, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Yannick FETIVEAU, Maire,

Présents : Madame Martine CHABIRAND, Monsieur Christophe LEGLAND, Madame Bernadette GRATON, Monsieur Christian CHIRON, Madame Marie-Anne DAVID, Monsieur Youssef KAMLI, Monsieur Nicolas BERTET, Madame Lucie PELLETIER, Monsieur Fabien GODARD, Madame Laure MICHOT, Madame Murielle CHAUVET, Monsieur Yvonick RAFFEGEAU, Madame Fabienne HALLIER, Madame Corine PHILIPPE, Monsieur Steve LANDAIS, Madame Sylvie DUBOIS, Monsieur Claude-François BARRÉ, Monsieur Michel BARRÉ.

Pouvoirs : Madame Isabelle DUC donne procuration à Madame Bernadette GRATON, Madame Sonia JAOUEN donne procuration à Madame Marie-Anne DAVID, Monsieur Bernard GENDRONNEAU donne procuration à Monsieur Youssef KAMLI, Monsieur Jean-Charles VERDALLE donne procuration à Monsieur Christian CHIRON, Monsieur Simon AUDINEAU donne procuration à Monsieur Yvonick RAFFEGEAU, Madame Eléonore GERO donne procuration à Madame Martine CHABIRAND, Monsieur Yann BORGNIC donne procuration à Monsieur Christophe LEGLAND, Madame Manéva POGU donne procuration à Monsieur Fabien GODARD.

Absent : Monsieur Guillaume GAUTREAU

Madame Martine CHABIRAND a été élue secrétaire de séance.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Présents : 19
Pouvoirs : 8
Absent : 1
Votants : 27

2 – <u>Adoption du procès-verbal de la séance du 26 juin 2025</u>

<u>Monsieur le Maire expose</u> :

Les membres du conseil municipal à l'unanimité adoptent le procès-verbal de la séance du conseil municipal du 26 juin 2025.

Martine CHABIRAND
Secrétaire de séance

Le Maire,
Yannick FETIVEAU

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de 2 mois devant le tribunal administratif compétent. Par ailleurs, un tel recours peut être engagé via la plateforme Télérecours

PONT SAINT MARTIN

Procès-Verbal
du conseil municipal du 26 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-six juin, le Conseil Municipal de la Commune de Pont Saint Martin, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Yannick FETIVEAU, Maire,

Présents : Madame Martine CHABIRAND, Monsieur Christophe LEGLAND, Madame Bernadette GRATON, Madame Marie-Anne DAVID, Monsieur Youssef KAMLI, Madame Isabelle DUC, Madame Lucie PELLETIER, Monsieur Fabien GODARD, Madame Laure MICHOT, Monsieur Bernard GENDRONNEAU, Madame Fabienne HALLIER, Madame Corine PHILIPPE, Monsieur Simon AUDINEAU, Madame Sylvie DUBOIS, Monsieur Claude-François BARRÉ, Monsieur Michel BARRÉ.

Pouvoirs : Monsieur Christian CHIRON donne procuration à Monsieur Christophe LEGLAND, Monsieur Nicolas BERTET donne procuration à Madame Corine PHILIPPE, Madame Sonia JAOUEN donne procuration à Madame Marie-Anne DAVID, Madame Murielle CHAUVET donne procuration à Madame Sylvie DUBOIS, Monsieur Yvonick RAFFEGEAU donne procuration à Madame Isabelle DUC, Monsieur Jean-Charles VERDALLE donne procuration à Monsieur Youssef KAMLI, Madame Eléonore GERO donne procuration à Madame Martine CHABIRAND, Monsieur Steve LANDAIS donne procuration à Madame Bernadette GRATON, Monsieur Yann BORGNIC donne procuration à Madame Laure MICHOT, Madame Manéva POGU donne procuration à Madame Lucie PELLETIER.

Absent : Monsieur Guillaume GAUTREAU

Madame Martine CHABIRAND a été élue secrétaire de séance.

Date de convocation : 13 juin 2025

Présents : 17
Pouvoirs : 10
Absent : 1
Votants : 27

1 – <u>Compte rendu des décisions prises par le maire sur le fondement de la délégation permanente</u>

Monsieur le Maire : Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23, Monsieur le Maire rend compte des décisions qu'il a été amené à prendre.

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.2122-22 du CGCT, le conseil municipal, par délibération du 25 mai 2020, modifiée le 21 mars 2024, a mis en œuvre une délégation permanente dans divers domaines d'activité relevant normalement de ses compétences,

Considérant que ce compte-rendu est assuré à l'occasion de chaque réunion obligatoire du conseil municipal soit au moins une fois par trimestre,

Les membres du conseil municipal à l'unanimité prennent acte des décisions suivantes :

- **Liste des engagements supérieurs à 4 000 € HT :**

Date	Tiers	Objet	Montant HT
15/05/2025	Atlantic Ingenierie	Inspection détaillée de la passerelle sur l'Ognon	5 320,00

2 – <u>Adoption du procès-verbal de la séance du 22 mai 2025</u>

Monsieur le Maire : Les membres du conseil municipal, à l'unanimité, adoptent le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 22 mai 2025.

3 – <u>Adoption du Compte Financier Unique 2024</u>

Monsieur le Maire : Le Compte Financier Unique (CFU) est un document budgétaire et comptable commun à l'ordonnateur et au comptable public, qui vient se substituer au compte administratif anciennement produit par l'ordonnateur et au compte de gestion établi jusqu'ici par le comptable public.

Le Compte Financier Unique (CFU) vise à fournir une information plus simple et lisible que les anciens documents comptables.

Le compte financier unique 2024 du budget Principal est soumis à l'approbation du conseil municipal. Les résultats peuvent se résumer comme ci-dessous :

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2024

Dépenses de fonctionnement 2024	-7 910 647,21 €
Recettes de fonctionnement 2024	8 872 733,17 €
Résultat de fonctionnement reporté de 2023	2 654 511,14 €
Résultat	**3 616 597,10 €**

RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2024

Dépenses d'investissement 2024	-3 577 326,71 €
Recettes d'investissement 2024	1 240 621,06 €
Résultat d'investissement reporté de 2023	946 566,21 €
Total	**-1 390 139,44 €**

Monsieur le Maire précise que le CFU 2024 fait apparaitre des indicateurs financiers toujours bien positionnés, avec un taux d'épargne brute de 16,3% supérieure à la moyenne nationale de 14,6%, et une meilleure capacité de désendettement à 2,1 ans contre 4,7 ans pour la moyenne nationale. Il fait également état d'un résultat de fonctionnement de 3 616 579,10 €, permettant de couvrir le besoin de financement des investissements qui s'élèvent à 1 885 350,98 €, incluant les restes à réaliser 2024.

Monsieur le Maire indique que ce résultat à hauteur de 2 226 457.66 € viendra consolider la capacité de la commune à investir sur cet exercice 2025.

Les membres du conseil municipal par 26 voix pour *(Monsieur le Maire quitte la salle et ne participe pas au vote)* :

- prennent acte de la présentation faite du compte financier unique 2024,
- arrêtent les résultats définitifs tels que présentés ci-dessus,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

4 – <u>Affectation du résultat 2024</u>

Monsieur le Maire : Vu le Code général des collectivités territoriales et l'instruction budgétaire et comptables M57,
Vu la délibération en date du 26 juin 2025, portant adoption du compte financier unique 2024,

Considérant que conformément à l'instruction M57, l'assemblée délibérante doit procéder à l'affectation définitive des résultats 2024 à la suite de l'adoption du compte financier unique,
Considérant que les résultats comptables de l'exercice 2024 s'établissent comme suit :

RESULTAT 2024

Résultat de fonctionnement 2024	3 616 597,10 €
Résultat d'investissement 2024	-1 390 139,44 €
Total	**2 226 457,66 €**

BESOIN DE FINANCEMENT EN INVESTISSEMENT

Résultat d'investissement 2024	-1 390 139,44 €
Restes à réaliser 2024 – Dépenses	-1 508 673,40 €
Restes à réaliser 2024 – Recettes	1 013 461,86 €
Total	**-1 885 350,98 €**

Considérant qu'il convient d'affecter le résultat de fonctionnement à la couverture du besoin de financement en investissement,

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent le report au compte 002 du budget 2025 Principal de l'excédent de fonctionnement de 1 731 246,12 €,
- approuvent l'affectation en investissement au compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » du budget 2025 Principal de la somme de 1 885 350,98 € permettant de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement,
- approuvent le report au compte 001 du budget 2024 Principal du déficit d'investissement de -1 390 139,44 €,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

5 – <u>Adoption du budget supplémentaire 2025 budget principal</u>

Monsieur le Maire : Le budget supplémentaire est une décision modificative particulière qui a pour objet de reprendre les résultats de l'exercice clos et de proposer une modification du budget en cours dans le cadre de cette reprise.

Lors de l'adoption du budget primitif 2025 par le conseil municipal réuni le 27 mars 2025, les résultats définitifs des comptes 2025 n'étaient pas encore connus, d'où la nécessité d'adopter un budget supplémentaire.
L'adoption de ce budget supplémentaire a également pour objet l'intégration des produits fiscaux et de dotations, notifiés par l'Etat pour 2025, et de réaliser les ajustements nécessaires dans l'équilibre du budget.

Monsieur le Maire précise que le vote de ce budget supplémentaire s'inscrit dans une démarche d'ajustement responsable, destinée à adapter les décisions budgétaires de la commune aux évolutions réelles des recettes et des besoins recensés. La collectivité respecte ainsi la trajectoire de rigueur budgétaire sur laquelle elle est engagée.

Les autres interventions son inaudibles

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et l'instruction budgétaire et comptable M57,
VU la délibération du Conseil Municipal en date du 27 mars 2025 approuvant le budget primitif 2025 Principal,

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- adoptent le budget supplémentaire 2025 Principal comme suit :

  Section de fonctionnement :
  Dépenses..... 10 559 869,12 €
  Recettes..... 10 559 869,12 €

  Section d'investissement :
  Dépenses..... 7 606 994,96 €
  Recettes..... 7 606 994,96 €

- autorisent Monsieur le maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

6 – <u>Composition du conseil communautaire fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de Grand Lieu Communauté dans le cadre d'un accord local (municipales 2026)</u>

Présents : 18
Pouvoirs : 9
Absent : 1
Votants : 27

Monsieur le Maire : Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 octobre 2019 fixant la composition du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Grand Lieu

Considérant la proposition du conseil communautaire en date du 20 mai 2025,
Monsieur le Maire rappelle que la composition du Conseil communautaire est fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT. Dans le cadre de cette procédure, et conformément au VII de l'article susvisé, les communes ont <u>jusqu'au 31 août 2025</u> pour se prononcer sur la répartition des sièges des conseillers communautaires dans la perspective des élections municipales de 2026.

Le nombre et la répartition des sièges de conseillers communautaires sont déterminés soit :

⇨ d'après un **<u>accord local</u>** permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du Conseil communautaire respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes adoptées au plus tard le 31 août 2025 par la moitié des conseils municipaux regroupant les deux tiers de la population totale de l'EPCI ou par les deux tiers des conseils municipaux regroupant la moitié de la population totale de l'EPCI. Cette majorité devra également comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale des communes membres.

⇨ selon des règles dites de « **<u>droit commun</u>** », fixant à 38 le nombre de délégués pour la Communauté de communes de Grand Lieu. A défaut d'un accord local constaté par le Préfet au 31 août 2025, cette procédure légale sera appliquée.

Pour rappel, à l'occasion des élections municipales de 2020, un accord local avait été voté établissant la composition du Conseil communautaire pour la mandature 2020-2026 comme suit :

COMMUNES	**Conseillers**
LE BIGNON	4
LA CHEVROLIERE	6
GENESTON	4
LA LIMOUZINIERE	3
MONTBERT	4
PONT ST MARTIN	6
ST COLOMBAN	4
ST LUMINE DE COUTAIS	2
ST PHILBERT DE GRAND LIEU	9
TOTAL	**42**

Au vu de l'évolution des populations et de l'encadrement du dispositif des accords-cadres, la représentation de chaque commune au sein du Conseil communautaire ne peut être supérieure ou inférieure de plus de 20 % par rapport à son poids démographique dans la Communauté de communes. De ce fait, la répartition des sièges par accord local appliquée sur le mandat 2020-2026 ne peut être reconduite à l'identique au regard de la disposition précitée de l'article L. 5211-6-1 du CGCT.

Dans ce cadre, il sera proposé aux Conseils municipaux de délibérer sur un accord local fixant à 46 le nombre de sièges du Conseil communautaire de Grand Lieu Communauté réparti conformément aux principes énoncés au I 2°) de l'article L.5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

COMMUNES	**Populations municipales**	**Conseillers**
LE BIGNON	3 967	4
LA CHEVROLIERE	6 342	7
GENESTON	3 691	4
LA LIMOUZINIERE	2 468	3
MONTBERT	3 346	4
PONT ST MARTIN	6 942	7
ST COLOMBAN	3 499	4
ST LUMINE DE COUTAIS	2 390	3
ST PHILBERT DE GRAND LIEU	9 392	10
TOTAL	**42 037**	**46**

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du Conseil communautaire de Grand Lieu, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale.

Interventions inaudibles

Les membres du conseil municipal, à l'unanimité :

- fixent à 46 le nombre de sièges du Conseil communautaire de Grand Lieu Communauté, réparti comme suit :

COMMUNES	**Populations municipales**	**Conseillers**
LE BIGNON	3 967	4
LA CHEVROLIERE	6 342	7
GENESTON	3 691	4
LA LIMOUZINIERE	2 468	3
MONTBERT	3 346	4
PONT ST MARTIN	6 942	7
ST COLOMBAN	3 499	4
ST LUMINE DE COUTAIS	2 390	3
ST PHILBERT DE GRAND LIEU	9 392	10
TOTAL	**42 037**	**46**

- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

7 – <u>Adoption des tarifs de la programmation culturelle 2025 - 2026</u>

Marie Anne DAVID : Dans le cadre de la saison 2025-2026, des propositions variées seront prévues d'octobre 2025 à juillet 2026, à la médiathèque Le 3ème Lieu et à L'Origami. Elles s'adresseront à tous les publics : familial, adulte, ado, petite enfance, seniors.

Une grille de tarification des spectacles est proposée. Ces droits d'entrée seront intégrés à la plaquette présentant la programmation, diffusée à la rentrée 2025, ainsi que sur le logiciel de vente de billets en ligne.

Pour cette nouvelle saison, il est proposé les tarifs suivants :

	Tarif A	Tarif B	Tarif C	Tarif D
Plein tarif	20 €	15 €	12 €	10 €
Tarif réduit 1 *	15 €	10 €	8 €	5 €
Tarif réduit 2*	-	5 €	6 €	5 €

*Le tarif **réduit 1** concerne les – de 25 ans, les étudiants, les bénéficiaires du RSA.
*Le tarif **réduit 2** concerne les moins de 12 ans.

Madame Marie-Anne David précise que pour cette saison, le souhait de la collectivité a été d'abaisser les tarifs des spectacles pour en assurer l'accessibilité auprès de tous les publics. Plusieurs des propositions de cette saison s'adressent aux plus jeunes ; l'occasion idéale pour venir en famille découvrir des propositions culturelles riches et diversifiées.

Interventions inaudibles

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent la proposition de tarifs ci-dessus relatifs à la programmation culturelle 2025-2026,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

8 – <u>Adoption des tarifs de participation des communes de résidence des enfants scolarisés dans les écoles publiques de Pont-Saint-Martin</u>

Martine CHABIRAND : Il est proposé aux membres du conseil municipal d'adopter comme référence de tarifs de participation pour les enfants scolarisés à Pont Saint Martin et résidant sur une autre commune le coût d'un élève scolarisé à l'école des Halbrans.

En 2024, ces tarifs s'établissaient à (hors frais liés à la piscine et aux interventions de l'association Musique et Danse de Loire Atlantique) :

- 433,06 € pour un élève en élémentaire
- 1 437,38 € pour un élève en maternelle

Ce tarif servira également de référence pour la scolarité des enfants martipontains ayant lieu dans des établissements spécialisés privés (école Louis de Montfort à la Chevrolière, Classe ULIS ou autre selon les lieux de scolarisation).

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- adoptent les tarifs ci-dessus pour l'année scolaire 2024-2025,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

9 – <u>Adoption de la subvention au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) pour l'année 2025</u>

Isabelle DUC : Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'action sociale et des familles,

Considérant que le conseil municipal doit se prononcer sur l'attribution des subventions aux établissements publics communaux,

Pour l'année 2025, le montant de la subvention annuelle proposée au profit du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est évalué à hauteur de 12 000 €, incluant dans ce montant le financement des actions issues de l'Analyse des Besoins Sociaux (ABS).

Les membre du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent le versement d'une subvention de 12 000 € au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune de Pont Saint Martin pour l'exercice 2025,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

10 – <u>Adoption de la subvention exceptionnelle à l'association de la Nivardière Eco</u>

Simon Audineau : La Nivardière Eco est une association d'entreprises de la zone d'activités de la Nivardière, ayant pour objet de réunir, de promouvoir et de représenter les entreprises de la zone d'activités.

Afin de promouvoir les entreprises locales et de mettre en avant les métiers de l'artisanat, l'association organise un Salon des entreprises locales, le 12 octobre 2025, dans la salle de l'Origami à Pont Saint Martin. Des stands d'expositions, des conférences mais aussi des activités divertissantes rythmeront cette journée.
Dans le but de fournir à l'association les moyens nécessaires pour mettre en œuvre ce temps fort valorisant l'économie locale, la ville de Pont Saint Martin souhaite soutenir l'association à hauteur de 1 500 €.

Monsieur le Maire souligne qu'il est essentiel de soutenir nos entreprises locales et les initiatives qui participent à faire vivre notre commune. Ce salon, en plus de valoriser les métiers de l'artisanat, contribuera à renforcer le dynamisme économique de Pont Saint Martin. C'est aussi une belle occasion de faire vivre L'Origami, un équipement moderne que nous souhaitons voir devenir un lieu de rencontres, d'échanges et d'innovation.

Ainsi, les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- accordent une subvention exceptionnelle de 1 500 € à l'association la Nivardière Eco,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

11 – <u>Adoption d'une subvention à POLLENIZ relative au dispositif VESP'Action années 2025 - 2026</u>

Bernadette GRATON : Depuis de plusieurs années, la commune est confrontée à la présence de nids de frelon asiatiques qui créent un problème de santé publique du fait des risques de piqures et un risque vis-à-vis de la biodiversité. La commune souhaite inciter les propriétaires privés à procéder à la destruction des nids de frelons asiatiques.

Consciente de ces problématiques et afin de limiter la prolifération des frelons asiatiques, la commune a décidé d'adhérer à VESP'Action, schéma intercommunal pour une limitation des risques liés au frelon asiatique, de POLLENIZ via la signature d'une convention de 3 ans approuvée par la délibération municipale du 4 juillet 2024.

POLLENIZ est un Organisme à Vocation Sanitaire habilité à encadrer et à mettre en œuvre des plans d'actions régionales de prévention, de surveillance et de lutte contre des organismes nuisibles réglementés, des dangers sanitaires ou des organismes émergents.

Dans le cadre de cette adhésion et de la mise en œuvre de la convention, il est proposé d'accorder à POLLENIZ, pour les années 2025 et 2026, une participation annuelle d'un montant global de 1000 €.

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- attribuent à POLLENIZ, une subvention annuelle de 1000 € en 2025 et en 2026 (acompte de 50% à la signature de la convention) dans le cadre de la mise œuvre de VESP'Action (schéma intercommunal pour une limitation des risques liés au frelon asiatique).

- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

12 – <u>Adoption des conventions annuelles d'occupation des salles municipales</u>

Marie Anne DAVID : Les associations martipontaines, dont le siège social est situé sur la commune et présentant un intérêt local, bénéficient de l'usage de salles municipales pour l'organisation de leurs activités et de leurs événements.

Une convention d'occupation annuelle des salles municipales à destination des associations est actuellement en vigueur. Afin d'y intégrer de nouvelles dispositions en lien avec les notions de sécurité et d'évacuation incendie, il est nécessaire de revoir et d'actualiser cette convention.

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- adoptent les termes de la convention d'occupation annuelle des salles municipalises telle que présentée ci-joint,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

13 – <u>Adoption de la convention d'occupation de la salle l'Origami</u>

Marie-Anne DAVID : Dans le cadre de l'ouverture de la salle L'Origami, les particuliers, associations et entreprises peuvent louer tout ou partie de l'équipement.

Toutes les occupations se traduisent par la signature effective d'une convention entre la collectivité et le locataire. Comme un contrat, celle-ci liste les engagements, droits et devoirs de chacune des parties. Trois conventions différentes sont proposées : pour les particuliers, les associations ou les entreprises, les tarifs étant distincts pour chacune de ces catégories.
Trois modèles de convention ont été adoptés en séance du conseil municipal du 24 septembre 2020. Il s'est avéré nécessaire de les compléter afin d'ajuster au mieux la location de la salle et ces différents usages.

Interventions inaudibles

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- adoptent les termes des nouvelles conventions d'occupation de la salle L'Origami telles que proposées,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

14 – <u>Adoption de l'avenant à la convention de forfait communal avec l'OGEC pour les classes de maternelle et élémentaire de l'école privée Saint-Joseph</u>

Martine CHABIRAND : Le contrat d'association signé entre l'État et l'école Saint-Joseph le 8 septembre 2005 implique un partenariat financier entre la Commune et ladite école.

Conformément à l'article L442-5 du Code de l'Education, « les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public ». Cette règle est étendue aux classes maternelles (sauf les très petites sections) depuis la mise en application de la Loi 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance.
La convention cadre a été renouvelée pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2025.
Ladite convention précise, en son article 2, que « le forfait par élève est égal au coût moyen constaté dans l'école publique maternelle et dans l'école publique élémentaire les Halbrans, calculé selon les dépenses relevées dans le compte administratif de l'année N-1 ».
En l'espèce, en 2024, le coût pour un élève de maternelle à l'école publique s'est élevé à 1 437,38 € et à 433,06 € pour un élève de l'école élémentaire.

Pour rappel, le calcul de la subvention est basé sur le nombre d'élèves Martipontains de la classe de petite section à la classe de CM2 au 15 septembre de l'année N-1 (chiffres certifiés par le Directeur d'établissement).

A cette date (15 septembre 2024), 154 élèves en élémentaire et 106 en maternelle étaient concernés. Ceci représente une augmentation de 18 élèves en élémentaire et une augmentation de 4 élèves en maternelle et porte donc à 219 053,52 € le montant de la subvention allouée (154 * 433,06 + 106 * 1437,38) au titre de l'année 2025 par la commune à l'école Saint-Joseph.

Les dépenses sont imputées au budget général.

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- adoptent les termes de l'avenant joint,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

15 – <u>Rétrocession par l'Etablissement Public Foncier des biens sises 8 – 8 bis et 10 rue de Nantes et vente à Atlantique Habitations pour réaliser des logements locatifs sociaux</u>

Christophe LEGLAND : La commune de Pont Saint Martin avait sollicité l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Loire-Atlantique pour l'acquisition et le portage foncier des biens cadastrés AB 1003 - 1006 - 1094 - 1097 - 1002 - 948 - 263 et 949, sis 8, 8 bis et 10 rue de Nantes au titre de l'axe « Développement de l'offre de logement ».

Dans ce cadre, des conventions d'actions foncières ont été signées :

- Une convention d'actions foncières a été signée le 2 novembre 2017 relative au portage foncier par l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Loire-Atlantique des parcelles cadastrées :
  - AB 1002 et 948, sises 8 bis rue de Nantes à Pont Saint Martin,
  - AB 263, sise 10 rue de Nantes à Pont Saint Martin,

  pour le compte de la commune.

- Une convention d'actions foncières a été signée le 18 novembre 2021 relative au portage foncier par l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Loire-Atlantique des parcelles cadastrées AB 1003 - 1006 - 1094 et 1097, sises 8 rue de Nantes à Pont Saint Martin, pour le compte de la commune,

- Une convention d'actions foncières a été signée le 22 avril 2021 relative au portage foncier par l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Loire-Atlantique de la parcelle cadastrée AB 949, sise rue de Nantes à Pont Saint Martin, pour le compte de la commune.

La Commune de Pont Saint Martin sollicite auprès de l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Loire-Atlantique la rétrocession à son profit, d'un ensemble immobilier constitué des parcelles cadastrées AB 1003, 1006, 1094, 1097, 1002, 948, 263 et 949, sis 8, 8 bis et 10 rue de Nantes, d'une surface de 562 m² avant bornage, détaillée comme il suit :

Section	N°	Adresse	Surface (m²)
AB	1002	8 bis rue de Nantes	91
AB	948	8 bis rue de Nantes	29
AB	263	10 rue de Nantes	285
AB	1003	8 rue de Nantes	32
AB	1006	8 rue de Nantes	41
AB	1094	8 rue de Nantes	16
AB	1097	8 rue de Nantes	17
AB	949	Rue de Nantes	51

afin de vendre ces dernières à Atlantique Habitations qui porte un projet de réalisation de 5 logements locatifs sociaux.

La commune de Pont Saint Martin sollicite également l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Loire-Atlantique pour :

- l'octroi d'une subvention de minoration foncière, sous la forme d'une minoration du prix de cession. Le calcul de cette minoration est estimé à 108 900,00 €.
- l'octroi d'une subvention au titre du fond SRU à hauteur de 23 200 € / logement pour 3 logements et 10 000 € / logement pour 2 logements soit 89 598 €.

Ces montants seront déduits du prix final de rétrocession à la commune.

L'attribution de ces subventions nécessite le respect d'un certain nombre d'engagements par les parties, qu'il convient de formaliser via une convention de portage tripartite.

Le cout de rétrocession par l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Loire-Atlantique à la commune de Pont Saint Martin est estimé comme il suit :

Dépenses	**Montant HT**
Etudes	1 805,00
Charge Foncières	422 045,09
Honoraires et frais liées à la démolition	31 734,50
Travaux de démolition	158 049,30
Total dépenses	**613 633,89**

Recettes	**Montant HT**
Contribution commune	175 000,00
Attribution du Fonds SRU	89 598,00 €
Minoration foncière	108 900,00
Loyers	38 197,30
Total recettes	**411 695,30**

Prix rétrocession HT	**201 938,59**
TVA 20 %	**40 387,72**
Prix TTC	**242 326,31**

Ce prix sera ajusté en fonction des couts réels de démolition, de la surface plancher déclarée au permis de construire et des subventions octroyées.

Le cout de vente des parcelles cadastrées AB 1003, 1006, 1094, 1097, 1002, 948, 263 pour partie, domaine public pour partie, 949 et 1082 pour partie, en cours de bornage, à Atlantique Habitation est estimé à 23 595 € HT comme détaillé ci-dessous :

- Le programme porté par le bailleur social, Atlantique Habitations vise la réalisation de 5 logements locatifs sociaux, pour une surface de plancher d'environ 363 m². Le prix de vente est de 65 €/m² de surface de plancher.

Monsieur le Maire précise qu'une réunion publique est programmée le 2 juillet 2025 pour présenter l'opération aux riverain·es.

Le projet porté en plein coeur de bourg par Atlantique Habitations, en collaboration avec Tact Architectes, vise la réalisation de 5 logements intermédiaires locatifs, du T3 au T5. Pensé dans une logique de renouvellement urbain, ce projet s'inscrit dans les objectifs de la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en favorisant la densification du tissu existant sans artificialiser de nouveaux sols.

Chaque logement disposera d'un espace extérieur privatif et d'une place de stationnement, tout en s'intégrant harmonieusement au bâti environnant grâce à une hauteur maîtrisée (R+2 avec combles) et une identité architecturale en cohérence avec les constructions voisines.

Une attention particulière est portée au traitement paysager : forte végétalisation, qualité des espaces d'agrément et maintien d'un cheminement piéton entre la place du marché et la rue de Nantes, garantissant à la fois la continuité des déplacements doux et le confort d'usage pour les futur·es résident·es.

Monsieur le Maire indique que ce projet porté par Atlantique Habitations s'inscrit pleinement dans notre volonté de privilégier le renouvellement urbain, de manière à préserver les terres agricoles et les espaces naturels. Notre futur Plan Local d'Urbanisme s'inscrira dans cette ligne et nous permettra d'approfondir notre ambition, en rendant 47 ha à la nature, là où des constructions étaient envisagées. Nous récoltons les fruits d'une politique d'acquisition foncière volontariste, qui nous permet de maîtriser l'avenir du développement de Pont Saint Martin. D'ici 2027, 3 autres opérations immobilières devraient sortir de terre en coeur de bourg, dont la Résidence Jeunes Travailleurs en cours de construction.

Ce prix sera ajusté en fonction de la surface plancher déclarée au permis de construire.
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,
Vu le code de l'Urbanisme et notamment l'article L300-1,
Vu le projet de la commune visant à la réalisation d'un projet de réalisation de 5 logements locatifs sociaux porté par Atlantique Habitations,
Vu les conventions d'actions foncières signées les 2 novembre 2017, 18 novembre 2021 et 22 avril 2021 entre l'Etablissement Public Foncier et la Commune,
Vu l'estimation des domaines en date du 26 novembre 2024,
Vu l'inscription au budget 2025 des crédits nécessaires.

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent la rétrocession, par l'Etablissement Public Foncier (EPF) de Loire-Atlantique à la Commune, des parcelles cadastrées AB 1003, 1006, 1094, 1097, 1002, 948, 263 et 949, d'une superficie de 562 m² avant bornage, au prix estimé de 242 326,31 € TTC, frais d'acte à la charge de la commune,
- approuvent la vente à Atlantique Habitations d'un ensemble de parcelles, cadastrées AB 1003, 1006, 1094, 1097, 1002, 948, 263 pour partie, domaine public pour partie, 949 et 1082 pour partie en cours de bornage, au prix estimé de 23 595 € HT, frais d'acte à la charge de l'acquéreur,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

16 – <u>Adoption de l'avenant n° 3 à la Convention d'Action Foncière - rue des Fossés</u>

Christophe LEGLAND : La Commune de Pont Saint Martin a sollicité l'intervention de l'Établissement public foncier (EPF) de Loire-Atlantique pour l'acquisition et le portage d'un bien situé 14, rue des Fossés, cadastré section AB 1180 (190 m²) et 1181 (245 m²), pour y conduire une opération de logements locatifs sociaux et ainsi participer à la réalisation des objectifs de la commune en matière de production de logements locatifs sociaux.

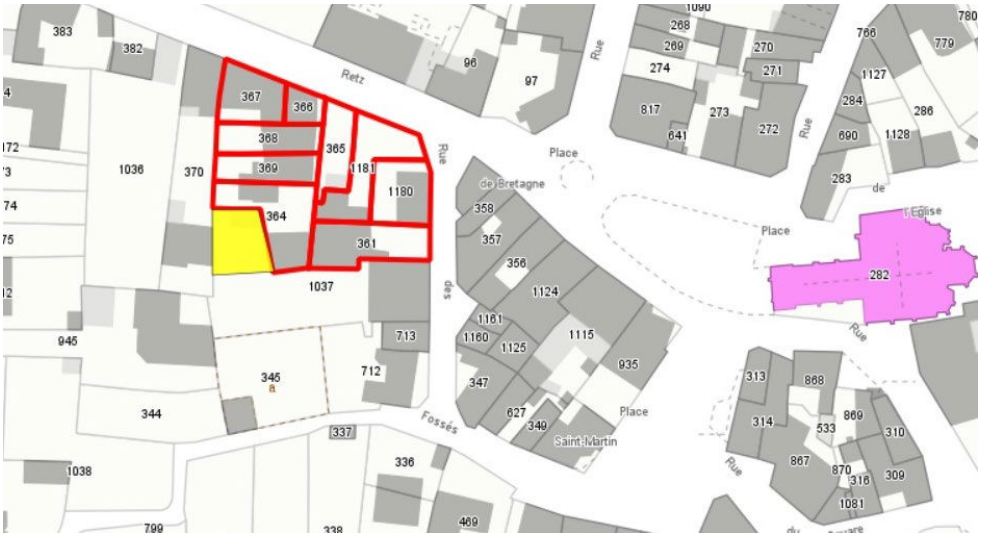
Le 30 mars 2022, l'Établissement public foncier (EPF) de Loire-Atlantique et la commune de Pont Saint Martin se sont engagés au travers de la signature d'une convention d'action foncière (CAF) précisant les modalités d'intervention de l'Établissement public foncier (EPF) de Loire-Atlantique sur ce périmètre.

Depuis le 28 avril 2022, l'EPF est propriétaire du bien sis 14 rue des Fossés.

La maîtrise des parcelles limitrophes au bien sis 14, rue des Fossés permettra de constituer une assiette foncière plus large, et d'asseoir une économie de projet plus robuste au regard des contraintes inhérentes aux opérations de renouvellement urbain, tel que préconisé dans le plan guide pour la revitalisation du centre-bourg de Pont Saint Martin.

C'est pourquoi, la commune a sollicité l'Établissement public foncier (EPF) de Loire-Atlantique pour élargir le périmètre de son intervention en vue de négocier, acquérir et porter les parcelles complémentaires cadastrées AB 361 (234 m²), AB 364 (282 m²), AB 365 (140 m²), AB 366 (66 m²), AB 367 (167 m²), AB 368 (156 m²), AB 369 (156 m²). Dans ce cadre, des avenants n° 1 et n° 2 à la CAF rue des Fossés ont donc été signés entre la commune et l'EPF les 24 octobre 2024 et 21 mars 2025.

Il convient de modifier à nouveau le périmètre d'intervention de l'Établissement public foncier (EPF) de Loire-Atlantique, de modifier les dépenses du portage par avenant n° 3 qui sera signé entre la commune et l'Établissement public foncier (EPF) de Loire-Atlantique pour prendre en compte l'acquisition de la parcelle cadastrée AB 1037 P (en jaune sur le plan ci-dessous) d'une surface d'environ 180 m² (à confirmer par bornage) portant la surface totale du périmètre de l'opération de la rue des Fossés à environ 1816 m².



Vu les articles L.324-1 et suivants du Code de l'urbanisme régissant les établissements publics fonciers locaux,

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent cette nouvelle modification du périmètre pour augmenter la surface de l'opération,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

17 – <u>Rectification de la délibération n°21 du 10 octobre 2024 relative à la dénomination des voies de la commune</u>

Christophe LEGLAND : La commune de Pont Saint martin a procédé à la dénomination et au numérotage des voies et lieux-dits sur son territoire communal, en passant par les démarches préalables à leur mise en œuvre.

Par délibération n° 21 du Conseil municipal en date du 10 octobre 2024, la dénomination des voies communales et privées ouvertes à la circulation a été validée suivant le plan qui était annexé.

Il convient de rectifier par la présente la délibération n° 21 afin de renommer 2 voies ayant fait l'objet de remarques :

- **Rue des Etourmières** : L'association « Sur les Chemins d'Herbonnes » relève une erreur sur l'orthographe du nom de la rue au regard de l'historique du secteur (Etourmières avec un M et non un N). Après consultation des riverains, ce changement est validé afin que la voie devienne « rue des Etourmières ».

- **Rue du Pinier** : Cette voie dessert des administrés de la commune de Saint Aignan de Grand Lieu dont l'appellation est Route du Pinier. Il convient donc de modifier la « rue » par « route » afin que cette voie n'ait qu'une seule et même dénomination sur les 2 communes.

Aussi, ces voies sont désormais nommées :

- Rue des Etourmières,
- Route du Pinier

La liste des voies en annexe est rectifiée en conséquence (pages 7 et 13).

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent la modification des voies citées ci-dessus,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

18 – <u>Vente de la parcelle communale B270 sise à la Planchette à un exploitant</u>

Christophe LEGLAND : La commune de Pont Saint Martin s'est dotée d'un projet agricole et alimentaire approuvé en conseil municipal le 27 février 2025.

Conformément aux fiches-action n°7 « mener des acquisitions foncières dans les secteurs agricoles fragilisés » et n° 8 « assurer une animation foncière pour accompagner la reprise et la réorganisation du foncier agricole », la commune est un acteur à part entière du foncier agricole sur son territoire au service d'une agriculture nourricière et durable.
La commune est propriétaire de parcelles agricoles en raison de son intervention volontariste dans le cadre du projet agricole ou de manière passive via la récupération des biens sans maitre ou de dons de parcelles à la collectivité. Pour autant, la commune n'a pas vocation à conserver le parcellaire agricole à partir du moment où la cession des parcelles s'effectue au profit d'agriculteurs locaux dans le respect des objectifs du projet agricole et alimentaire communal.

L'exploitant agricole, Monsieur Manuel TERRIEN, est éleveur bovin allaitant sur Pont Saint Martin à proximité du lieu-dit de la planchette. Ce dernier a donc manifesté son souhait d'acquérir la parcelle B 270. Il s'agit d'une parcelle de prairie au cœur d'un ilot agricole qu'il exploite déjà. En effet, cette parcelle cadastrale est classée en zonage A au Plan Local d'Urbanisme.

Elle ne présente pas d'intérêts particuliers qui justifierait son maintien dans le domaine communal.



Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'estimation de France Domaines du 12 juin 2025,

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent la vente de la parcelle cadastrée B 270 à Monsieur Terrien, d'une superficie de 1470 m² au prix de 0,30 € le m², frais d'acte à la charge de l'acquéreur,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

19 – Adoption de la convention de mandat – Itinéraire 90 voie verte Viais - Centre bourg de Pont-Saint-Martin

Youssef KAMLI : Dans le cadre du Schéma Directeur Modes Doux intercommunal (2018), Grand Lieu Communauté a inscrit dans son programme pluriannuel le déploiement de plusieurs itinéraires cyclables sécurisés.

L'itinéraire cyclable d'intérêt communautaire n°90, reliant le village de Viais et son Parc d'Activités au bourg de Pont-Saint-Martin par des chemins ruraux et voiries partagées, est un aménagement prioritaire du mandat. Les travaux seront réalisés en 2025. Grand Lieu Communauté est maître d'ouvrage de cette opération.
En complément de l'aménagement d'intérêt communautaire de cet itinéraire, il y a lieu de réaliser une jonction avec les aménagements cyclables existants dans la zone agglomérée de la commune de Pont-Saint-Martin. Pour des questions de lisibilité, de sécurité et de cohérence, ces travaux de jonction entre le maillage communal et le maillage communautaire doivent être entrepris de façon concomitante avec les travaux de l'itinéraire cyclable 90. La Commune de Pont-Saint-Martin est maître d'ouvrage de ces travaux.

Dans un souci d'optimisation et d'économie de moyens, il est proposé de mettre en place une convention de mandat pour permettre à Grand Lieu Communauté d'assurer la réalisation et le financement de la totalité des travaux. La Commune couvrira les coûts correspondant aux travaux relevant de ses compétences dans un deuxième temps.

Ainsi, pour assurer l'exécution et faciliter la coordination de cette opération, les deux entités ont décidé de désigner Grand Lieu Communauté (Mandataire) comme maître d'ouvrage unique de l'opération.

1) Estimation prévisionnelle globale du projet (maîtrise d'ouvrage cumulée Commune et Communauté de Communes)

Libellé	Montant HT	Montant TTC
Travaux de voirie, réseaux divers et clôtures	478 000 €	573 600 €
Signalisation	41 000 €	49 200 €
Total	**519 000 €**	**622 800 €**

L'opération globale représente donc un montant estimatif de **622 800 € TTC** dont les dépenses sont pour 90% à charge de Grand Lieu Communauté.

2) Estimation prévisionnelle à la charge de la Commune de Pont Saint Martin

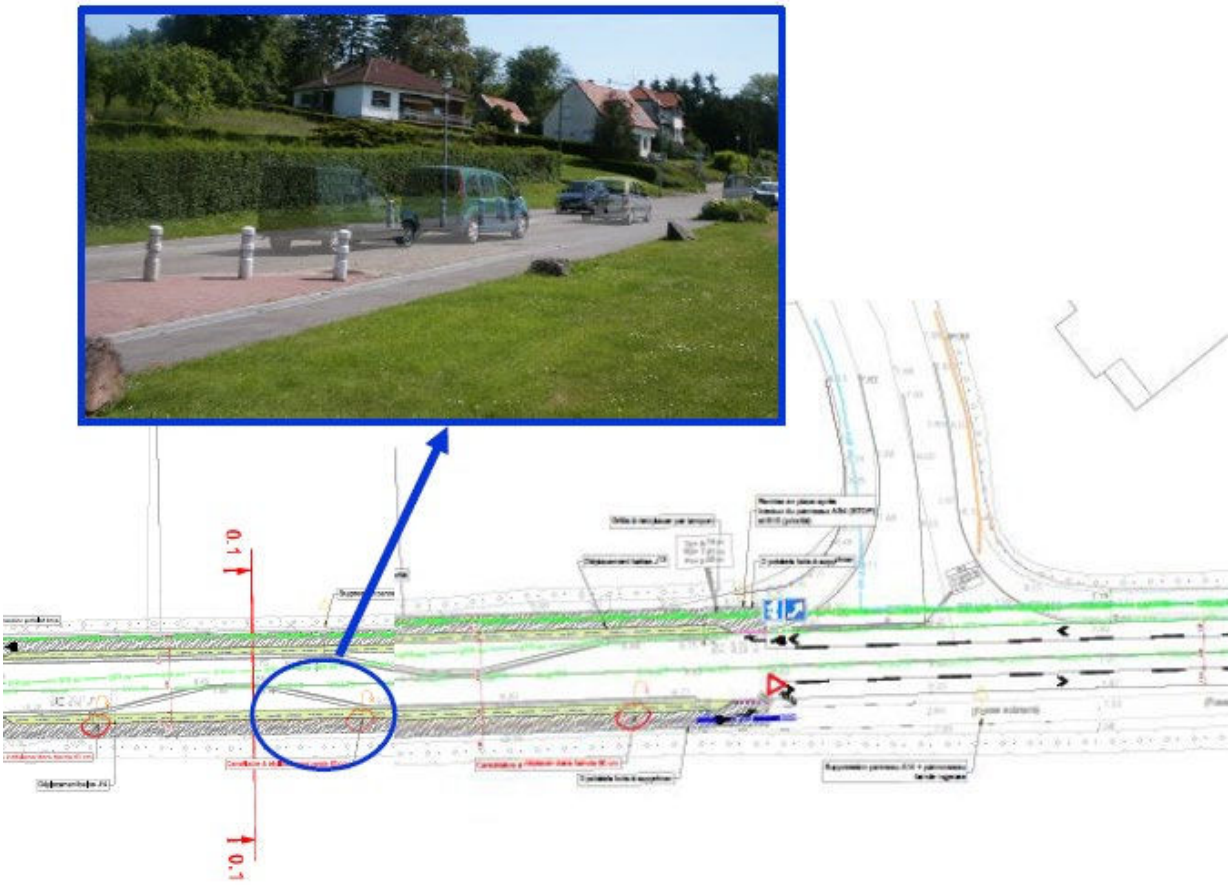
Libellé	Montant HT	Montant TTC
Travaux de voirie, réseaux divers et clôtures	46 000 €	55 200 €
Signalisation	8 000 €	9 600 €
Total	**54 000 €**	**64 800 €**

Soit un montant estimatif de **54 000 € HT** (soit 64 800 € TTC, taux de TVA en vigueur en 2025) pour la Commune.

L'aménagement du tronçon restant à la charge de la commune se situe sur la rue du Vignoble, entre la rue du Glajou et la rue des Nénuphars. Les travaux consistent à réaliser des aménagements derrière l'écluse actuelle pour permettre aux vélos d'y circuler en toute sécurité que ça soit en venant de Viais ou du centre-bourg.

En complément, du marquage sur chaussée et des panneaux de signalisation de part et d'autre de l'aménagement seront prévus.





Monsieur le Maire souligne l'importance de ce partenariat et de ce projet qui témoigne d'une volonté de la commune de favoriser les déplacements doux et sécurisés. En réalisant cet aménagement de jonction, la commune apporte sa contribution concrète à la cohérence et à la sécurité du réseau cyclable. Nos habitant·es bénéficieront ainsi d'un itinéraire fluide et d'aménagements continus, reliant efficacement Viais au centre-bourg, tout en valorisant nos chemins ruraux sous la forme de voies partagées.

Monsieur le Maire indique que les travaux menés par Grand Lieu Communauté dureront six mois et débuteront à la rentrée. Cet itinéraire vélo représente une étape majeure dans les stratégies de mobilité douce communale et intercommunale. Il contribuera, à n'en pas douter, à renforcer l'attractivité du territoire tout en promouvant un mode de déplacement respectueux de l'environnement

Interventions inaudibles

La convention de mandat signée par M BOBLIN, Président de Grand Lieu Communauté est annexée à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
Vu le Schéma Directeur Mode Doux Intercommunal
Vu le Schéma Directeur des modes doux de la commune de Pont Saint Martin
Vu la délibération de Grand Lieu Communauté approuvant le projet de convention de mandat avec la commune de Pont Saint Martin en date du 20 mai 2025

Considérant que le conseil municipal a pris connaissance de la convention,

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent les termes de la convention de mandat - Itinéraire cyclable 90 entre Pont Saint Martin et Viais,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

20 – <u>Adoption du règlement du commun agricole du Marais de l'Ile pour l'année 2025</u>

Bernadette GRATON : Depuis octobre 2016, la commune de Pont Saint Martin s'est engagée dans la mise en œuvre du projet du « Marais de l'île ». Ce projet a pour objectifs de préserver, restaurer et valoriser le marais de l'île et les rives de l'Ognon situés en aval du bourg de Pont Saint Martin. Cette zone humide s'inscrit dans le prolongement naturel du lac de Grand-Lieu. A ce titre, le marais est un espace protégé compris dans les périmètres Natura 2000, Site classé et Ramsar du lac. Cet espace naturel et agricole à la topographie originale est principalement composé de prairies humides, de roselières et de boisements. Depuis 2018, le site bénéficie d'un plan de gestion écologique. Ce plan de gestion promeut notamment la restauration des prairies humides et le retour des d'exploitants agricoles dans le Marais.
En effet, les milieux prairiaux revêtent une forte valeur patrimoniale (prairies oligotrophes, mésophiles, méso-hydrophiles, hydrophiles à éléocharis) et contribuent fortement à la biodiversité du site (diversité floristique, zone de gagnage pour les oiseaux, zone de frai pour le brochet et les amphibiens). Il est donc essentiel de préserver durablement cet habitat naturel lié à la pratique traditionnelle de l'élevage via la fauche et le pâturage.

Par ailleurs, depuis le lancement du projet, la commune mène une politique d'acquisitions foncières qui lui a permis d'acquérir plusieurs hectares de prairies. Après discussion avec les gestionnaires du périmètre Natura 2000 du lac de Grand-Lieu (Syndicat Grand Lieu Estuaire et Chambre d'agriculture) et les éleveurs du secteur, la commune s'est orientée vers la mise en place d'un système de « commun agricole » pour faciliter l'exploitation des parcelles communales par les éleveurs.

Depuis 2019, la commune bénéficie à sa demande du statut d'exploitant agricole en tant que propriétaire et gestionnaire d'espace agricole à l'instar des communes de montagne. A ce titre, elle bénéficie d'un numéro PAC auprès de l'Etat (DDTM) lui permettant de souscrire des contrats PAC/MAEC liés au périmètre Natura 2000/MAEC du lac de Grand-Lieu pour l'exploitation agricole des parcelles de marais lui appartenant.
Pour autant, la commune n'exploite pas directement ce foncier agricole. Elle en délègue la valorisation agricole à des éleveurs professionnels via un règlement et un plan d'exploitation agricole actualisés chaque année.

Suite à l'acquisition de nouvelles parcelles et à la souscription de nouveaux contrats PAC/MAEC, la superficie du Commun est passé de 3,46 ha en 2019 à 12,69 ha en 2024. Le Commun agricole est également certifié en Agriculture biologique.

Le présent règlement a donc pour objectif d'encadrer l'activité des éleveurs sur le site en fixant les règles d'exploitation du Commun agricole dans le respect du cahier des charges Natura 2000/MAEC du Marais de Grand-Lieu et du plan de gestion du Marais de l'île. Il organise également la redistribution des aides financières PAC/MAEC qui sont perçues par la commune, aux éleveurs en fonction de leur activité sur le site.

Pour les contrats MAEC, l'année 2025 s'inscrit dans la continuité de l'année 2024. Pour rappel, la commune est engagée via 2 contrats de 5 ans :

- Un contrat ESP4 pour 5,84 ha et MHU2 pour 2,07 ha souscrit en 2023
- Un contrat MAEC Marais de Grand-Lieu ESP4 sur 4,77 ha souscrit en 2024

Chaque mesure répond à des modalités de gestion spécifiques adaptées aux contraintes du milieu et aux enjeux liés à la biodiversité (ex. retard de fauche, secteur mise en défens, limitation du pâturage, etc.).

Concernant la déclaration PAC 2025, la commune est depuis cette année propriétaire d'un Droit à Paiement de Base (DPB) grâce à un don de la SCIC Nord Nantes. La possession de ce DPB permet à la commune de souscrire les aides liées à l'Ecorégime. L'objectif est à terme d'avoir autant de DPB que de surfaces déclarées afin de disposer de l'ensemble des aides PAC disponibles pour cet espace agricole.

Face aux contraintes d'exploitation inhérente au marais, ce système de gestion est profitable aux éleveurs, il redonne de l'attractivité agricole à cet espace et permet ainsi la préservation de prairies humides naturelles d'une grande richesse écologique.

Le plan d'exploitation agricole du Commun s'organise avec trois éleveurs locaux : Boris PIERRE (ferme du Pré Bourdin), le GAEC du Canal d'Herbauges et le GAEC TERUIN (ferme de la Moricière). Les éleveurs ont souhaité reconduire à l'identique le plan d'exploitation prévisionnel du commun de l'année 2024 pour l'année 2025.

Il est proposé **d'approuver le règlement d'exploitation du Commun agricole du Marais de l'île pour la saison 2025.**

Considérant que le conseil municipal a pu prendre connaissance du règlement d'exploitation du Commun agricole, ci-annexé.

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- approuvent le contenu du règlement d'exploitation du Commun agricole du Marais de l'île pour l'année 2025,
- approuvent un droit d'entrée dans le commun agricole pour les exploitants à hauteur de 10 €,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

21 – <u>Rapport d'activités 2024 de Grand Lieu Communauté</u>

Monsieur le Maire : L'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que « Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au Conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus.
Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le Conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.
Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au Conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale. »

Vu l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le vote du Conseil Communautaire du 20 mai 2025, prenant acte du rapport d'activité communautaire par délibération n°DE107-C200525

Interventions inaudibles

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- prennent acte de la présentation du rapport d'activités 2024 de Grand Lieu Communauté,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

22 – <u>Rapport d'activités 2024 de la collecte et de la gestion des déchets Grand Lieu Communauté</u>

Bernadette GRATON : En application de l'article L.2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales « le Maire ou le Président de l'établissement public de coopération intercommunale présente, respectivement, au conseil municipal ou à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets, destiné notamment à l'information des usagers. »

Le rapport préparé par le service expose les indicateurs techniques et financiers du service de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés. Il y figure également une présentation générale du service et de son fonctionnement et les faits marquants de l'année 2024.

Cette synthèse doit être présentée au sein de chaque Conseil municipal de Grand Lieu Communauté.

Vu l'article L2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant le vote du Conseil Communautaire du 20 mai 2025, prenant acte du rapport annuel d'activités de la collecte et de la gestion des déchets - année 2024 par délibération n°DE108-C200525

Les membres du conseil municipal à l'unanimité :

- prennent acte de la présentation du rapport annuel d'activités de la collecte et de la gestion des déchets pour l'année 2024,
- autorisent Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.